



INTERVENTIONS TURQUES EN SYRIE : L'OCCUPANT OUBLIÉ



La République de Turquie a célébré son 100e anniversaire le 29 octobre dernier. L'histoire de ce pays est pleine de rebondissements, oscillant entre coups d'État, périodes de libéralisation politique et d'autoritarisme. Cependant, ce qui marque le plus profondément la Turquie est sa guerre civile rampante. La seconde moitié de l'année 2023 a été marquée par deux escalades de violence entre la Turquie et le Partiya Karkarên Kurdistanê (PKK), la première en octobre et la seconde en décembre. La Turquie bombarde quasi quotidiennement les positions du groupe rebelle en réponse à un attentat du PKK du 1er octobre, à Ankara, visant son ministère de l'Intérieur. Pendant que les Turcs déploient leur arsenal le plus sophistiqué pour attaquer les positions rebelles, sous forme de drones, d'avions de chasse et d'artillerie, il est facile d'oublier l'occupation militaire par ce pays de larges franges de territoires au nord de la Syrie depuis 2016.



AUTEUR

ALEXANDRE LORD

Candidat à la maîtrise en science politique avec mémoire à l'Université Laval.



Des combattants syriens appuyés par la Turquie lors d'un exercice militaire tenu dans la région d'Afrin, en Syrie. (Bakar Alkasem/Agence France-Presse)

Origine des interventions turques en Syrie

En 2011, dans une vague de contestation inspirée par le printemps arabe, la population syrienne se soulève contre son président Bachar al-Assad. La réponse violente du gouvernement mène rapidement à l'escalade et à l'émergence d'une guerre civile. Ce conflit a mené les puissances régionales et internationales à prendre position

pour l'un ou l'autre des belligérants. La Turquie, ayant soutenu l'opposition au régime dès le début de la guerre, sent que la situation sur le terrain lui échappe, notamment au profit des Kurdes syriens révolutionnaires. Elle cherche donc à s'impliquer directement dans le conflit à partir de 2015 (1).

Les opérations et l'occupation militaire turque de larges bandes de territoires au nord de la Syrie ont été motivées par deux enjeux. Le premier est sécuritaire. Deux groupes considérés comme dangereux par la Turquie ont tiré profit du contexte de guerre civile en Syrie pour acquérir rapidement un large contrôle territorial. Il s'agit d'une part



Le gouvernement turc a informé la Coalition nationale syrienne de son incursion. Une quarantaine de chars sont entrés en Syrie, mais cette incursion s'est achevée sans combats.

Ilyas Akengin/Agence France-Presse

En 2016, leur nombre était d'environ 2,5 millions (6), pour rapidement augmenter à environ 3,5 millions de réfugiés l'année suivante (7). Naturellement, cette masse d'individus a causé une forte pression économique sur les ressources déjà limitées des provinces de l'Est et du Sud-Est turques. Pour diminuer les tensions avec les populations turques locales, Erdoğan misa en faveur d'une réinsertion des populations dans des zones sécurisées au nord de la Syrie sous tutelle turque.

Par conséquent, pour empêcher le débordement de la guerre civile sur le territoire turc par l'installation de groupes menaçant sa sécurité le long de sa frontière, et pour rapatrier les réfugiés

syriens en Syrie, plusieurs zones tampons ont été créées par la Turquie à partir de 2016 au nord de la Syrie (8).

Pour assurer la gestion des territoires occupés, la Turquie a mis en place un gouvernement local plaçant les zones d'occupations sous la tutelle turque, incarné par un gouverneur. Des services de base tels que l'éducation et l'aide humanitaire sont offerts à la population, mais il s'agit avant tout d'une occupation militaire. L'armée turque a développé un collier de bases à l'avant-garde de la ligne de front. Les alliés locaux de la Turquie, trois légions de miliciens regroupés sous la bannière de la Syrian National Army, ont peu d'incitatifs à poursuivre la lutte armée : ils se sont installés dans la région et

des groupes salafistes jihadistes: l'État islamique d'Irak et du Levant, et Al-Qaeda, sous la bannière du groupe Jabhat al-Nusra (2). D'autre part, il s'agit du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde, considéré comme la branche syrienne du PKK par la Turquie (3). Ces groupes, considérés comme terroristes par la Turquie (4), prenaient rapidement de l'expansion au cours des cinq premières années de la guerre (5).

Le second enjeu motivant l'intervention directe de la Turquie en Syrie est économique. En effet, la Turquie a soutenu une politique d'accueil massive pour donner suite aux accords de 2016 entre Bruxelles et Ankara permettant à plusieurs millions de réfugiés syriens de venir s'y installer, en échange de 6 milliards d'euros de la part de l'Europe.

intégrés à l'économie locale. Cependant, leurs bas salaires les poussent à profiter de leur position de force et du peu d'encadrement turc pour commettre des abus envers les civils (9).

Par conséquent, la situation sécuritaire des civils vivant dans ces territoires est instable. Des allégations de torture, d'enlèvements, de déplacements forcés et de meurtres arbitraires sont monnaie courante. La Turquie ferme les yeux face aux exactions pratiquées par ses alliés locaux tout en continuant de leur offrir un soutien militaire et économique. Selon Lynn Maalouf d'Amnistie internationale, les milices syriennes sont utilisées par l'armée turque pour faire le « sale boulot » dans les régions occupées (10).

RÉFÉRENCES

- (1) Khayrallah AL-HILU, « The Turkish Intervention in Northern Syria: One Strategy, Discrepant Policies », San Domenico di Fiesole, European University Institute, Research Project Report Wartime and Post-Conflict in Syria, 2021, p.6
- (2) Jennifer CAFARELLA, « Jabhat Al-Nusra in Syria : An Islamic Emirate for Al-Qaeda », Institute for the Study of War, 2014, [En ligne] URL: <https://www.understandingwar.org/sites/default/files/JN%20Final.pdf> (page consultée le 4 janvier 2024)
- (3) Salim ÇEVİK. « Turkey's Military Operations in Syria and Iraq », Stiftung Wissenschaft und Politik, 2022, 1(37): 1-8.
- (4) Ministry of Foreign Affairs, « Terrorism », Republic of Türkiye, [En ligne] URL : <https://www.mfa.gov.tr/sub.en.mfa?b5f54c11-33be-4b40-aa34-a54d719a0fa3> (page consultée le 6 janvier 2024)
- (5) Wilson Center, « Timeline: the Rise, Spread, and Fall of the Islamic State », Wilson Center, 2014, [En ligne] URL : <https://www.wilsoncenter.org/article/timeline-the-rise-spread-and-fall-the-islamic-state> (page consultée le 6 janvier 2024)
- (6) Burcu ToğralKoca, « Syrian refugees in Turkey: from "guests" to "enemies" ? », New Perspective on Turkey, 2016, 54(1)
- (7) Birce Demiryontar & Ahmet İçduygu, « The politics around safe zones: a comparative perspective on return to Northern Syria », Third World Quarterly, 2023, 44(8)

Différence de traitement

La stratégie turque possède un volet insidieux : les violations des droits de la personne visent principalement les populations kurdes des territoires qu'elle occupe. Pour éviter la montée du nationalisme kurde à sa frontière, la Turquie remplace les familles kurdes locales par d'autres familles provenant de groupes ethniques favorables à la politique turque, notamment les Turkmènes. Il est indéniable que les milices syriennes ont pour rôle d'imposer un climat d'insécurité dans les territoires occupés pour faire fuir le plus de locaux kurdes possible. Un rapport du Ceasefire Centre for Civilian Rights et du Kurdish Centre for Studies & Legal Consultancy résume clairement cette pression sécuritaire :

“Civilians who remain in Afrin live in constant fear of being detained on allegations of support for Kurdish groups, subjected to torture, or killed. Those who left are afraid to return, while thousands of Arab and Turkmen families have been resettled into their empty houses (11)”.

Des estimations démographiques corroborent la discrimination visant les Kurdes du Nord-Est syrien. Avant l'opération Branche d'olivier de 2018 visant la région d'Afrin, une province à forte majorité kurde, entre 300 000 et 500 000 individus y résidaient. Après l'intervention des forces turques et de ses alliés locaux, environ 155 000 locaux étaient restés, dispersant des centaines de milliers de réfugiés dans les régions voisines d'Idleb et du Nord-Est syrien (12). Aujourd'hui, la démographie d'Afrin serait composée d'entre 50 et 75% d'Arabes (13).

Il est de plus possible d'illustrer la discrimination envers les populations kurdes à travers la négation de leur droit de retour dans les territoires sous occupation turque. Durant le mois de décembre, des dizaines de civils ont été tués ou arrêtés par les forces d'occupation et les milices du district d'Afrin, dans le gouvernorat d'Alep (14). Les civils arrêtés sans mobiles clairs, souvent sous prétexte qu'ils étaient liés au gouvernement de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) et le Conseil démocratique syrien, dominé par des Kurdes révolutionnaires (15). Les destins des prisonniers et l'endroit de leurs détentions sont inconnus. Nous savons seulement que des rançons sont demandées en échange de libération, variant entre plusieurs centaines et plusieurs milliers de dollars américains (16).

Ces stratégies d'ingénierie démographique, considérée comme un moyen génocidaire, font écho à des pratiques des gouvernements ba'athistes syriens et irakiens entre les années 1970 et 1990. D'une part, le gouvernement syrien avait mis en place entre 1973 et 1976 une « ceinture arabe » le long de la frontière turque et irakienne pour isoler les Kurdes syriens (17). Le même genre de dépossession avait été fait en Irak dès 1974, mais particulièrement pendant l'Anfal en 1988, considéré comme un génocide envers les Kurdes d'Irak (18).



A gauche : Soldat turc / A droite : Soldat du PKK
File photo : PKK MEDIA

RÉFÉRENCES

(8) Salim ÇEVİK. Op. cit.

(9) Alexander McKeever, «The Governance Structure of Turkish-controlled Afrin», The Commentaries, 2023, 3(1):10-11

(10) Amnistie internationale, «Syrie. La Turquie doit mettre un terme aux graves violations des droits humains imputables à ses propres forces et aux groupes alliés à Afrin », Amnistie internationale, 2 août 2018, [En ligne] URL: [https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/08/syria-turkey-must-stop-serious-violations-by-allied-groups-and-its-own-forces-in-afrin/#:~:text=Les%20forces%20turques%20donnent%20aux,vie%20sous%20occupation%20militaire%20turque.\(page consultée le 7 octobre 2023\)](https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/08/syria-turkey-must-stop-serious-violations-by-allied-groups-and-its-own-forces-in-afrin/#:~:text=Les%20forces%20turques%20donnent%20aux,vie%20sous%20occupation%20militaire%20turque.(page consultée le 7 octobre 2023))

(11) CeasefireCentre for Civilian Rights and YASA- Kurdish Centre for Studies & Legal Consultancy «Cultivating Chaos: Afrin after Operation Olive Branch », CeasefireCentre for Civilian Rights and YASA- Kurdish Centre for Studies & Legal Consultancy, 2020, p.6

(12) Alexander McKeever, Op. cit, p.11

(13) CeasefireCentre for Civilian Rights and YASA- Kurdish Centre for Studies & Legal Consultancy, Op. Cit. p.19

L'utilisation par la Turquie des mêmes stratagèmes employés par des régimes autoritaires sanguinaires nous permet de douter de sa bonne foi en matière de respect des droits de la personne.

Reprise des combats

Les escalades récentes de la violence ont un effet amplificateur sur les problèmes de réfugiés internes. D'un côté, la Turquie effectue des bombardements de plus en plus régulièrement sur des zones déjà ravagées par la guerre. C'est notamment le cas du gouvernorat d'Alep qui, à lui seul, a été victime de 222 incidents de bombardement et d'attaques de drone entre le 4 octobre et le 5 janvier. Plusieurs de ces incidents visaient des cibles civiles (19). Ces tirs d'artillerie font régulièrement des victimes civiles collatérales. Cela peut même découler d'un drone turc, en effet ce dernier s'était écrasé sur une imprimerie de la ville d'Al-Qamishly et a causé la mort de six individus (20). D'un autre côté, les infrastructures touchées par ces bombardements et attaques de drone turcs augmentent la rareté des ressources de base nécessaires à la survie des civils. L'Observatoire syrien des droits de la personne rappelle que les bombardements d'infrastructures essentielles sont à l'encontre du droit international (21). Des exemples de cibles sont les centres de distributions de carburant et les centres de production d'électricité. Sans ces infrastructures, les civils sont privés d'électricité, de chauffage et d'eau potable (22). Naturellement, le coût de ces attaques, menées au nom de la lutte contre le terrorisme, est écopé en premier lieu par les civils, le tout ayant pour effet d'aggraver la crise sécuritaire et humanitaire.

Manque de soutien humanitaire

Face aux violences arbitraires, plusieurs familles originaires des territoires occupés par la Turquie ont choisi de se réfugier dans le territoire de l'AANES. Selon l'agence d'information humanitaire REACH, puisque le territoire contrôlé par l'AANES est considéré comme plus sécuritaire — bien que la précarité y règne — que les provinces d'origines des réfugiés. Près d'un quart de sa population, totalisant 2,7 millions d'habitants en 2022, y est un réfugié interne. Douze camps de réfugiés y ont été installés, dont plusieurs dépassent les 10 000 résidents, les camps de la région



Des recrues du PEJAK, le Parti pour une vie libre au Kurdistan, un groupe dissident du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, prennent des positions défensives près du camp d'entraînement du PEJAK dans la chaîne de montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak (File)

d'Al-Asakeh dans le nord-est du pays, les camps d'Areesha, de Washokani et de Serekaniye abritent en moyenne 15 000 personnes. Pour sa part, le camp d'Al-Hol, le plus gros de la région puisqu'il accueille une masse de réfugiés irakiens, héberge 50 000 réfugiés (23).

Considérant ce nombre important d'individus dans le besoin, il est fréquent que le manque de ressources humanitaires offertes à ces camps provoque des pénuries. Il est à noter que bien que les autorités des camps tentent de répondre le plus efficacement possible aux besoins des demandeurs, la plupart des services offerts ne respectent pas les standards minimaux de salubrité. Ce manque de service s'observe à travers les indices de malnutritions, montrant que « même parmi les ménages recevant l'aide alimentaire, il y a des signes clairs de son insuffisance (24). » Dans certains camps, les installations sont rudimentaires : les latrines ne permettent pas un usage digne et sécuritaire, ce qui encourage les défécations publiques, donc augmente les chances d'épidémies; les tentes de fortune sont souvent le seul abri disponible pour les réfugiés, ce qui n'offre qu'une protection partielle face à la météo et face aux crimes pour les individus y habitant (25).

Les bombardements massifs du dernier trimestre par les forces turques auront certainement pour conséquence d'amplifier les besoins d'aide humanitaire en Syrie. Le 18 octobre dernier, le parlement turc a voté une motion permettant à son armée de prolonger de deux ans ses opérations militaires et l'occupation du territoire syrien.

Les nombreux rapports de l'Observatoire syrien des droits de la personne suggèrent que nous n'assisterons pas à une diminution de ces besoins de sitôt. La communauté internationale, préoccupée par d'autres conflits, ne semble cependant pas prête à renforcer son offre humanitaire en Syrie.

RÉFÉRENCES

- (14) Syrian Observatory for Human Rights, «In flagrant violation of human rights | Turkish-backed factions impose taxes, sell three houses and cut down 290 olive trees within areas they control », The Syrian Observatory For Human Rights, 26 décembre 2023, [En ligne] URL: <https://www.syriahr.com/en/321225/>(page consultée le 6 janvier 2024)
- (15) Syrian Observatory for Human Rights, «One after returning to his hometown | Turkish intelligence arbitrarily arrests two civilians in Afrin countryside », The Syrian Observatory For Human Rights, 04 janvier 2024, [En ligne] URL: <https://www.syriahr.com/en/321814/>(page consultée le 6 janvier 2024)
- (16) Syrian Observatory for Human Rights, «HRV –Indiscriminate Killings by Turkish-backed militias », The Syrian Observatory For Human Rights, 2024, [En ligne] URL: <https://www.syriahr.com/en/category/human-rights-violations/detainees-and-kidnapped-by-turkish-backed-factions-detainees-and-kidnapped/>(page consultée le 7 janvier 2023)
- (17) Jordi Tejel, Syria's Kurds: History, Politics and Society, New York, Routledge Advances in Middle East and Islamic Studies, 2009, p. 61-62
- (18) Sherko Kirmanj, et Aram Rifaat. « The Kurdish genocide in Iraq: the Security-Anfal and the Identity-Anfal », National Identities, 2021, 23(2): 166-168
- (19) Raleigh, C., Kishi, R. & Linke, A. Political instability patterns are obscured by conflict dataset scope conditions, sources, and coding choices. Humanit Soc Sci Commun 10, 74 (2023). <https://doi.org/10.1057/s41599-023-01559-4> (page consultée le 10 janvier 2024)
- (20) Syrian Observatory for Human Rights, «Al-Hasakah | Young man killed under attack by Turkish drone on Semaf print shop », The Syrian Observatory For Human Rights, 29 décembre 2023, [En ligne] URL:<https://www.syriahr.com/en/321480/>(page consultée le 6 janvier 2024)
- (21) Syrian Observatory for Human Rights, «Military escalation | Turkish aircraft renews attacks in NE Syria and the number of civilian casualties jumps to 19», The Syrian Observatory For Human Rights, 25 décembre 2023, [En ligne] URL: <https://www.syriahr.com/en/321151/>(page consultée le 6 janvier 2024)
- (22) Shella Abdulhalim, «Turkey's aggression impacts civilian infrastructure in NE Syria», North Press Agency, 10 janvier 2024,[En ligne] URL: <https://npasyria.com/en/109855/>(page consultée le 10 janvier 2024)
- (23) REACH, «Camps in Northeast Syria -Humanitarian Needs, October 2023 | Syria», REACH, [En ligne] URL: <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/camps-northeast-syria-humanitarian-needs-october-2023-syria>(page consultée le 06 janvier 2024)
- (24) Ibid
- (25) Ibid